

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire  
d'État aux  
Affaires  
extérieures

91/03

**SOUS RESERVE DE MODIFICATIONS**

## NOTES POUR UNE ALLOCUTION

### DU SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES EXTERIEURES

LE TRES HONORABLE JOE CLARK

DEVANT LE COMITE PERMANENT

DES AFFAIRES EXTERIEURES

ET DU COMMERCE EXTERIEUR

OTTAWA (Ontario)

Le 21 janvier 1991

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

Canada

Je me réjouis de cette possibilité qui m'est donnée de vous informer des derniers développements dans le Golfe. Je ne vous livrerai aucun renseignement militaire. Ce type d'information est donné chaque jour par les Forces armées canadiennes.

Une note de prudence en ce qui concerne la situation militaire. Le conflit n'en est qu'à ses débuts. Son règlement ne sera ni facile ni rapide. Le monde s'en est aperçu lorsque Saddam Hussein a lancé ses missiles vers Israël. Les phases les plus difficiles du conflit sont peut-être à venir. Le plus important est de maintenir une détermination et une volonté communes.

L'objectif de notre participation au conflit dans le Golfe reste le même. Il ne changera pas. Cet objectif est de mettre en application les dispositions de 12 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est-à-dire de chasser Saddam Hussein du Koweït. Notre objectif n'est rien de moins et rien de plus que cela. Nous réalisons maintenant par la force ce que la diplomatie et les sanctions n'ont pu obtenir. Nos méthodes ont changé. Notre objectif reste le même. Cet objectif est ferme, et nous ne céderons pas.

Et le principe qui sous-tend cet objectif est de donner à l'Organisation des Nations Unies, pour la première fois depuis des décennies, une chance de faire ce que la Guerre froide n'a pas permis : soit de préserver et de maintenir la paix et la sécurité dans le monde. Nous ne sommes pas habitués à voir l'ONU agir de cette façon. Mais il avait été originellement prévu que l'ONU agirait non pas comme une tribune à discours mais plutôt comme un organisme d'action pour garantir la sécurité internationale.

Si, malgré la fin de la Guerre froide et la disparition des vieilles excuses, l'ONU avait échoué dans ce conflit, dans quelles circonstances aurait-on pu s'attendre à la voir réussir? Le Canada et les autres membres ont donc eu nettement à choisir entre une ONU qui parle et qui échoue et une ONU qui agit et qui réussit.

Nous ne devons pas sous-estimer le précédent qui est établi ici. Ce ne sera peut-être pas la dernière de toutes les guerres; mais si l'ONU n'avait pas répondu comme elle l'a fait, il n'y aurait aucun espoir de mettre fin au conflit, aucun espoir de voir une ONU viable.

Dans ce conflit, la coalition des membres de l'ONU maintient sa cohésion comme avant le 15 janvier. Ce n'est pas seulement une exigence militaire. C'est une exigence politique qui

influencera sensiblement la nature du conflit, le genre de paix qui s'ensuivra et les répercussions que le conflit aura dans une région fort instable.

Il est fort important que nous maintenions notre cohésion. Mais il est tout aussi prioritaire pour Saddam Hussein de la détruire. Cela explique son utilisation méprisable et gratuite de missiles contre Israël, un non-combattant dans ce conflit, un pays qui a fait preuve d'une modération admirable tant avant qu'après ces attaques. Cet acte désespéré n'a pas réussi. Israël reste un non-combattant. Et nos autres partenaires dans la région restent dans la coalition.

Ces derniers jours, je me suis entretenu avec les ministres des affaires étrangères de la Turquie, d'Israël, de l'Égypte et de la Jordanie. Ces conversations avaient pour but de consolider la coalition et de rappeler à mes interlocuteurs que nous comprenons les mesures courageuses qu'ils prennent :

- J'ai dit au ministre des Affaires étrangères d'Israël que nous appuyons le droit de son pays de se défendre et que nous apprécions grandement le sens de la responsabilité et de la modération montré par Israël devant cette nette provocation.
- J'ai demandé son opinion au ministre des Affaires étrangères de l'Égypte et lui ai dit que nous admirons la détermination de son pays à maintenir la coalition et à ne pas permettre qu'une deuxième agression iraquienne ne vienne annuler notre réponse à la première.
- Avec le ministre des Affaires étrangères de la Turquie, j'ai discuté de la participation de son pays à la coalition, une coopération rendue encore plus courageuse par les difficultés que lui posent sa proximité de l'Iraq et sa propre situation politique.
- Au ministre des Affaires étrangères de la Jordanie, j'ai réitéré notre offre d'une aide humanitaire à son pays aux prises avec de graves difficultés et proposé nos bons offices pour maintenir les voies de communication entre la Jordanie et ses voisins arabes. Mon collègue jordanien m'a remercié pour l'aide concrète que le Canada a déjà accordée à son pays.

J'ai également communiqué jeudi dernier avec le Secrétaire général des Nations Unies pour lui faire part, au nom du Premier ministre, de notre appréciation pour les efforts qu'il a déployés et pour lui dire que nous étions prêts à contribuer au règlement de ce conflit lorsque Saddam Hussein aura accepté de se retirer du Koweït. Cette offre porte notamment sur les connaissances spéciales que possède le Canada ou sur toute

assistance que nous pourrions apporter pour mettre en place des forces de maintien de la paix dans la région. J'ai déclaré au Secrétaire général que le Canada était solidaire des Nations Unies avant le conflit, qu'il l'est maintenant et qu'il continuera de l'être après que Saddam se sera retiré du Koweït, pour bâtir une nouvelle paix.

Nous avons entendu certains demander une pause des hostilités. Nous croyons fermement que ce serait improductif et imprudent. Par ses actes, Saddam Hussein continue de manifester le plus grand mépris pour les Nations Unies. Il dispose encore d'armes avec lesquelles il peut essayer de terroriser Israël et d'autres États. Une interruption maintenant, alors qu'il possède encore ces armements, reviendrait à prendre un risque inacceptable. Une interruption serait considérée comme venant récompenser les attaques de l'Iraq contre Israël ou sa menace de commettre les crimes de guerre en transportant des prisonniers de guerre vers des cibles stratégiques pour en faire des boucliers humains.

Saddam Hussein sait ce que le monde attend de lui. Il n'a pas besoin de pause pour y réfléchir. Il a déjà eu un délai de grâce. Les actions qui sont actuellement dirigées contre sa machine de guerre devraient suffire à occuper son esprit. Le seul répit auquel il aura droit lui sera accordé quand il démontrera sans équivoque qu'il se retire totalement du Koweït.

Pourtant, tout comme nous devons agir maintenant avec détermination et dans l'unité, nous devons aussi penser à la paix qui va suivre. L'histoire des guerres dans la région du Golfe montre que, peut-être plus que dans toute autre région, les conflits semblent seulement y être prétexte à amorcer le conflit suivant. Ce ne peut pas être le cas cette fois-ci. Et c'est là une autre raison de maintenir la solidarité au sein de la coalition. En effet, si la coalition s'effondrait maintenant, l'animosité et les tensions que cela créerait pourraient empoisonner la paix que nous tentons d'édifier.

Avant le 15 janvier, le Premier ministre a envoyé une lettre au Secrétaire général dans laquelle il décrivait ce qui, d'après nous, étaient les éléments d'un plan qui aurait pu empêcher le conflit d'éclater. J'ai présenté la lettre à la Chambre le 16 janvier. Le contenu de ce plan ressemblait fort à celui de la tentative de paix de dernière minute faite par M. Perez de Cuellar avant minuit le 15 janvier.

À notre avis, c'est seulement lorsque Saddam Hussein aura démontré qu'il se retire du Koweït que les éléments de ce plan pourront garder leur pertinence, à savoir :

- une garantie internationale protégeant toutes les frontières des États de la région du Golfe d'une attaque;

- l'instauration d'un processus visant à régler les différends entre l'Iraq et le Koweït, soit bilatéralement ou en faisant appel, par accord mutuel, à un forum international approprié;
- la création d'une force de maintien de la paix comme composante d'un système de sécurité pour l'ensemble de la région; et
- un processus de suivi pour le règlement des autres questions au Moyen-Orient.

Je déclare ici, aujourd'hui, tout comme je l'ai dit au Secrétaire général, que le Canada est prêt à contribuer à une tentative de règlement dès que Saddam Hussein obéira à la volonté des Nations Unies et se retirera du Koweït.

J'estime qu'il sera crucial que nous consacrons autant d'énergie à édifier la paix après ce conflit que nous devons actuellement en dépenser pour le mener. Il s'agit d'une région où les armes de destruction massive existent et doivent être limitées. Cette région a été une mine d'or pour les marchands d'armements. C'est une région où le développement est inégal et instable tant sur le plan politique qu'économique, et qui est un foyer d'extrémisme et de terreur. C'est une région qui a connu quatre guerres entre Israël et ses voisins arabes.

Finalement, c'est une région où la diplomatie n'a pas réussi. Nous devons être déterminés à faire tout ce que nous pouvons pour que la diplomatie réussisse à l'avenir. Si nous ne nous concentrons que sur les combats et oublions ce qui s'ensuivra, notre victoire, aussi facile ou difficile soit-elle, sera vide de sens. Tout comme ce conflit est un test décisif pour un système des Nations Unies qui atteint ses objectifs, l'édification de la paix qui s'ensuivra sera aussi un test pour l'Organisation et pour tous ses membres. Je puis vous assurer aujourd'hui que le Canada entreprendra ces deux tâches avec vigueur et détermination.

Nous traversons une période difficile, une période d'angoisse pour les familles et les amis de ceux qui risquent actuellement leur vie pour défendre un principe dans lequel les Canadiens ont toujours cru. Nous ne pouvons leur promettre que le risque s'atténuera bientôt. Mais nous pouvons les assurer de notre appui et de nos efforts pour mettre fin à ce conflit en des termes qui font honneur aux buts que nous poursuivons.